



## ECOLE DES METIERS DIJON METROPOLE

Association

Siège Social : 1 Chemin de la Noue-CS 10080  
21602 LONGVIC CEDEX

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025**

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

(Exercice clos le 31/12/ 2025)

Aux Membres,

ECOLE DES METIERS  
DIJON METROPOLE  
1 Chemin de la Noue  
21602 LONGVIC CEDEX

### I- Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ECOLE DES METIERS relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport (18 pages annexées).

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### II- Fondement de l'opinion

#### *Référentiel de l'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2025 à la date d'émission de notre rapport.

### III- Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

### IV- Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-51 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### - *Changement de méthode*

La nouvelle réglementation comptable a eu des impacts sur la présentation des comptes dont nous avons validé la conformité et qui vous sont présentés en annexe dans le paragraphe changement de réglementation comptable.

#### - *Provisions*

La note sur les Provisions de l'annexe des comptes présente le détail des risques et charges dotées et reprises dans l'exercice ainsi que leur solde au 31/12/2025 par nature. Nous avons contrôlé la réalité et des méthodes d'estimation de ses provisions.

**V- Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

**VI- Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

**VII- Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles



puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à CHEVIGNY SAINT SAUVEUR  
Le 12 mai 2026

Signé par Peggy Gillet  
Le 12 mai 2026

 doc\_Kzo3  
tx\_kZQnra619663

**SAS AUCAP AUDIT**  
**Commissaire aux comptes**  
**Représentée par Peggy GILLET**

# Bilan actif

Postes	Brut	Amort. & dépréc.	Net 31/12/2025	Net 31/12/2024
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement (II)				
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais de développement				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs simil...	71 317	71 317		
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	341 855	341 855		
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains	21 900		21 900	21 900
Constructions	20 019 754	1 812 436	18 207 318	18 664 695
Installations techniques, matériels et outillage industriels	2 933 065	2 011 584	921 481	921 112
Autres immobilisations corporelles	7 870 939	3 648 088	4 222 851	4 543 896
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	2 951 316		2 951 316	369 766
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	50 590		50 590	50 590
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (III)</b>	<b>34 260 735</b>	<b>7 885 281</b>	<b>26 375 455</b>	<b>24 571 958</b>
<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	16 961		16 961	
<b>CRÉANCES</b>				
Créances clients et comptes rattachés	2 008 673	88 420	1 920 253	3 284 230
Autres créances	2 046 520		2 046 520	1 824 487
Charges constatées d'avance	229 408		229 408	169 118
Capital souscrit - appelé, non versé				
<b>VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT</b>				
Actions propres				
Autres titres	5 705 024		5 705 024	6 183 189
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	1 415 744		1 415 744	386 091
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT (IV)</b>	<b>11 422 330</b>	<b>88 420</b>	<b>11 333 909</b>	<b>11 847 115</b>
Frais d'émission des emprunts (V)				
Primes de remboursement des emprunts (VI)				
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Actif (VII)				
<b>TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V + VI + VII)</b>	<b>45 683 065</b>	<b>7 973 701</b>	<b>37 709 364</b>	<b>36 419 073</b>



# Bilan passif

Postes	31/12/2025	31/12/2024
Capital (dont versé...)	382 204	382 204
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Écarts de réévaluation		
Écarts d'équivalence		
<b>RÉSERVES</b>		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	4 468 846	
Report à nouveau	7 397 243	9 884 274
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	1 228 258	1 981 815
Subventions d'investissement	14 813 489	14 741 338
Provisions réglementées		
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)</b>	<b>28 290 040</b>	<b>26 989 632</b>
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
<b>TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (I BIS)</b>		
Provisions pour risques	132 179	
Provisions pour charges	389 359	429 760
<b>TOTAL PROVISIONS (II)</b>	<b>521 538</b>	<b>429 760</b>
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 657 558	4 968 856
Emprunts et dettes financières diverses	3 150	1 750
Instruments financiers à terme		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	17 594	28 704
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	490 222	1 279 556
Dettes fiscales et sociales	1 547 645	1 625 055
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 266 490	
Autres dettes	55 257	115 343
Produits constatés d'avance	859 868	980 417
<b>TOTAL DETTES (III)</b>	<b>8 897 786</b>	<b>8 999 682</b>
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Passif (IV)		
<b>TOTAL PASSIF (I + I BIS + II + III + IV)</b>	<b>37 709 364</b>	<b>36 419 073</b>



# Compte de résultat

Postes	2025	2024
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Vente de marchandises		
Production vendue de biens	529 561	373 014
Production vendue de services	10 867 071	10 908 259
<b>MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>11 396 632</b>	<b>11 281 273</b>
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions	1 608 086	708 151
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	68 384	272 539
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	4 550	
Autres produits	187 367	101 842
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>13 265 019</b>	<b>12 363 805</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	3 343 133	3 390 794
Impôts, taxes, et versements assimilés	364 586	342 538
Salaires	5 005 948	4 539 366
Cotisations sociales	1 652 895	1 752 055
Dotations aux amortissements et aux dépréciations :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	1 489 161	998 995
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		
Dotations aux provisions	160 162	78 998
Valeurs comptables des immobilisations incorp. et corp. cédées		
Autres charges	1 389	2 118
<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)</b>	<b>12 017 274</b>	<b>11 104 865</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>1 247 745</b>	<b>1 258 940</b>
<b>QUOTE-PART DE RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS FAITES EN COMMUN</b>		
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)		
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)		
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	140 258	240 189
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des cessions d'immobilisations financières		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie	8 941	
<b>TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)</b>	<b>149 199</b>	<b>240 189</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	157 571	163 028
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
<b>TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (VI)</b>	<b>157 571</b>	<b>163 028</b>

Postes	2025	2024
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)	-8 373	77 160
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)	1 239 373	1 336 100
Produits exceptionnels (VII)		846 039
Charges exceptionnelles (VIII)		47 783
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		798 256
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	0	128 062
Impôts sur les bénéfices (X)	11 115	24 479
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	13 414 218	13 450 032
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	12 185 960	11 468 217
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	1 228 258	1 981 815

# Préambule

## Introduction

### Introduction à l'annexe

L'exercice comptable clos le **31/12/2025** a une durée de **12** mois.

L'exercice précédent avait une durée de **12** mois recouvrant la période du **01/01/2024** à **31/12/2024**.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de **37 709 364,35 €**.

Le résultat net comptable est un **bénéfice** de **1 228 257,76 €**.

Les notes et tableaux communiqués ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

## Événements significatifs

### Autres informations significatives

Les travaux de rénovation du bâtiment C1 et C2 sont en cours pour 2 725 839.14€



# Principes et méthodes comptables

## Règlement comptable

### Mention du règlement comptable

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec :

- Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 05 juin 2014, modifié par le règlement ANC N°2022-06 du 04 novembre 2022.
- Les articles L123-12 à L123-28 du Code de commerce.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception des modifications apportées dans le cadre de la première application du règlement ANC n°2022-06 ;
- Indépendance des exercices.

## Liste des méthodes

### Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement obtenus, en vue de leurs utilisations envisagées.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,
- le cas échéant de l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elles sont situées. Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Type d'immobilisation	Durée d'amortissement
<b>Bâtiments, installations et agencements</b>	
Bâtiments commerciaux	
Bureaux	7 à 40 ans
Agencements	1 à 30 ans
Mobilier	1 à 10 ans
Travaux	
<b>Matériel et outillage</b>	
Matériel	
Outillage	1 à 7 ans
<b>Autres immobilisations corporelles</b>	
Matériel de transport	1 à 10 ans
Matériel informatique	1 à 10 ans
<b>Immobilisations incorporelles</b>	
Logiciels	
Brevets	
Autres	

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie prévue

## Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

- Utilisation de la méthode d'évaluation par équivalence ;
- Information sur l'identification et le suivi, à chaque clôture, des titres de participation définis à l'article 39-1-5° du CGI pour lesquels la société a modifié l'option de comptabilisation des frais liés à l'acquisition.
- Utilisation de la dérogation pour l'évaluation des titres en cas de baisse anormale et momentanée.

## Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Les créances et dettes en devises sont converties en euros sur la base du cours de change à la date de la facture.

## Disponibilités

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque sont enregistrées à leur valeur nominale.

Cas des disponibilités en devise :

Les liquidités disponibles en devises sont converties en euros sur la base du dernier cours de change précédant la clôture de l'exercice.

Les écarts de conversion sont directement comptabilisés dans le résultat de l'exercice en perte ou en gain de change.

## Subventions

Inscription proratisée :

La société a bénéficié de subventions qui ont été imputées en résultat d'exploitations au prorata des frais engagés. De ce fait, des subventions à recevoir peuvent être enregistrées dans les comptes si le contrat d'attribution est signé, que des dépenses ont été engagées mais que les subventions n'ont pas encore été reçues. La quote-part des subventions qui financent des dépenses immobilisées est reprise en résultat d'exploitations au même rythme que l'amortissement desdites dépenses. La partie acquise mais non encore rapportée au résultat est comptabilisée en fonds propres, en subventions d'investissements.

## Indemnité de départ à la retraite

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués selon une méthode actuarielle (la recommandation ANC 2013-02), en prenant des hypothèses concernant l'évolution des salaires, l'âge de départ à la retraite, la mortalité, puis ces évaluations sont ramenées à leur valeur actuelle. Ces hypothèses sont détaillées dans le paragraphe des provisions.

Ces engagements font l'objet de provisions au passif du bilan.

## Contributions volontaires

L'association ne bénéficie d'aucune mise à disposition de matériel ni de personnel.

En revanche, l'association bénéficie d'une mise à disposition à titre gratuit des terrains et bâtiment par la CCI jusqu'en 2084.

De plus 126 222.23€ de don et mécénat ont été comptabilisés en produit d'exploitation sur l'exercice.

## Changements de méthodes

### Changement de réglementation comptable

La première application du règlement ANC N°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers constitue un changement de réglementation comptable au sens de l'article 122-1 du PCG.

Les modalités de mise en œuvre, incluant les modalités particulières de première application, figurent à l'article 27 du règlement.

En particulier, les dispositions du règlement ANC N°2022-06 s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

- Les comptes de transferts de charges au titre de l'exercice 2024 figurant sur la ligne « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions » sont relatifs aux IJSS et aux aides apprentis pour 195 260.79€. Au titre de l'exercice 2025, ces sommes sont inscrites dans les comptes 64912 et 64914 pour un montant de 209 198.57€ et figurent sur la ligne « Cotisations sociales ».

- Les comptes de virement de quote part de subvention au titre de l'exercice 2024 figurant sur la ligne « Produits exceptionnels » sont relatifs

à l'étalement des subventions d'investissement pour 570 993.17€. au titre de l'exercice 2025, ces sommes sont inscrites dans le compte 747 pour un montant de 853 362.39€ et figure sur la ligne « Subventions »



# Postes du bilan et du compte de résultat

## Informations relatives à l'actif

### Mouvements des postes d'immobilisations

Rubriques	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais de développement				
Concessions, brevets & licences	71 317			71 317
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	341 855			341 855
Immo. en cours, avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	21 900			21 900
Constructions	19 749 129	335 444	64 819	20 019 754
Installations techniques, matériel et outillage	4 121 688	268 480	1 457 104	2 933 065
Autres immobilisations corporelles	10 002 917	107 183	2 239 162	7 870 939
Immo. en cours, avances et acomptes	369 766	2 581 550		2 951 316
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	50 590			50 590
<b>TOTAL</b>	<b>34 729 162</b>	<b>3 292 657</b>	<b>3 761 084</b>	<b>34 260 735</b>

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent

(B) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(C) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

## Amortissements et dépréciations

Amortissements	Durée d'utilisation	Mode d'amortissement	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
<b>Immobilisations incorporelles</b>						
Frais d'établissement et de R&D						
Concessions, brevets & licences			71 317			71 317
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles			341 855			341 855
Immo. en cours, avances et acomptes						
<b>Immobilisations corporelles</b>						
Terrains						
Constructions			1 084 434	792 821	64 819	1 812 436
Installations techniques, matériel et outillage			3 200 577	268 111	1 457 104	2 011 584
Autres immobilisations corporelles			5 459 021	428 229	2 239 162	3 648 088
Immo. en cours, avances et acomptes						
<b>Immobilisations financières</b>						
Participations						
Créances rattachées à des participations						
Titres immobilisés						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
<b>TOTAL</b>			<b>10 157 204</b>	<b>1 489 161</b>	<b>3 761 084</b>	<b>7 885 281</b>

Dépréciations	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement et de R&D				
Concessions, brevets & licences				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
<b>Stocks et en-cours</b>				
Matières premières				
En-cours de production (biens et services)				
Produits finis				
Marchandises				
Avances et acomptes				
<b>Créances</b>				
Créances clients et comptes rattachés	88 420			88 420
Autres créances				
Charges constatées d'avance				
Capital souscrit - appelé non versé				
<b>TOTAL</b>	<b>88 420</b>			<b>88 420</b>

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent

(B) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(C) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice



## Dépréciations de l'actif circulant

### État des échéances à la clôture de l'exercice

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immo. financières	50 590			50 590
Clients douteux	88 420			
Autres créances clients	1 942 539	1 942 539		
Personnel et comptes rattachés	879	879		
Sécurité sociale et autres org. sociaux				
<b>États et autres collectivités publiques</b>				
Impôts sur les bénéfices				
TVA	198	198		
Autres impôts				
Divers	2 009 080	2 009 080		
Groupes et associés				
Débiteurs divers	31 038	31 038		
Charges constatées d'avance	229 408	229 408		
<b>TOTAL</b>	<b>4 352 152</b>	<b>4 213 142</b>		<b>50 590</b>
Prêts accordés en cours d'exercice				
Rembours. obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés				

### État des charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Montant	Commentaire
Charges constatées d'avance	229 408	
<b>TOTAL</b>	<b>229 408</b>	

## Produits à recevoir

Dans le poste "autres créances", figure une subvention octroyée par la Région à l'Ecole Des Métiers (EDM) pour la rénovation du bâtiment C1 et C2. La subvention accordée est de 2 500 000€. Au total, 850 000€ ont été versé.

## Approche par composants

Le poste construction sur sol d'autrui est de 20 019 753.91€ et l'amortissement linéaire s'étend de 7 à 40 ans

## Informations relatives au passif

### Provisions

Nature de la provision	À l'ouverture de l'exercice	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non-utilisées	À la clôture de l'exercice
Provisions pour risques prud'homme		132 179			132 179
Provisions IFC	336 634		41 775		294 859
Provisions ancienneté	93 125	27 983	26 609		94 500
<b>TOTAL</b>	<b>429 760</b>	<b>160 162</b>	<b>68 384</b>		<b>521 538</b>

Hypothèses retenues :

- Départ volontaire à la retraite à l'âge de 65 ans pour les employés et les cadres
- Table de mortalité INSEE 2022
- Turn over faible
- Taux de charges patronales : 47% pour les employés et 58% pour les cadres.
- Revalorisation des salaires de 1% par an.
- Taux d'actualisation de 3.60% (taux IBOXX Obligations Corporates AA)

Horizons Départs Engagements

< à 1 ans

2 à 5 ans 5,00 27 682,75

6 à 10 ans 18,00 75 453,67

11 à 20 ans 42,00 150 706,10

21 à 30 ans 45,00 38 668,61

> à 30 ans 36,00 2 348,24

Total 146,00 294 859,37

Précisions sur les dettes

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes aux étab. de crédit	4 657 558	321 123	1 389 246	2 947 190
Emprunts et dettes financières divers	3 150	3 150		
Fournisseurs et comptes rattachés	490 222	490 222		
Personnel et comptes rattachés	587 904	587 904		
Sécurité Sociale et autres org. sociaux	778 728	778 728		
<b>États et autres collectivités publiques</b>				
Impôts sur les bénéfices				
TVA	477	477		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	180 536	180 536		
Dettes sur immo. et comptes rattachés	1 266 490	1 266 490		
Groupe et associés				
Autres dettes	72 852	72 852		
Produits constatés d'avance	859 868	859 868		
<b>TOTAL</b>	<b>8 897 786</b>	<b>4 561 350</b>	<b>1 389 246</b>	<b>2 947 190</b>
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	311 298			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

Précisions sur certains postes de passif

Produits constatés d'avance	Montant	Commentaire
Produits constatés d'avance	-859 868	
<b>TOTAL</b>	<b>-859 868</b>	

## Tableau de variation des fonds propres

Variation des fods popres	Solde à l'ouverture	Affectation	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres statutaires	82 204				82 204
Fonds propres complémentaires	300 000				300 000
Report à nouveau	9 884 274			2 487 031	7 397 243
Excédent ou déficit de l'exercice	1 981 815				1 228 258
Subvention d'investissement	14 741 338		925 513	853 362	14 813 489
Reserves			2 487 031		2 487 031
Autres réserves			1 981 815		1 981 815
<b>TOTAL</b>	<b>26 989 632</b>		<b>5 394 359</b>	<b>3 340 393</b>	<b>28 290 040</b>

## Répartition par autorités administratives

Financeurs	2025	2024
REGION BFC	97 516	101 150
FSE	83 539	78 543
ASP	279 072	230 409
AIDES AUX PERMIS	32 250	50 000
ETAT	17 253	62 964
RECTORAT	23 768	14 075
CONSEIL DEPARTEMENTAL	35 000	30 000
MEMBRES	34 961	40 107
COLLECTIVITES LOCALES	8 449	16 832
DONS DIVERS	6 590	25 529
AUTRES DIVERS	46 765	49 107
AGEFIPH	18 230	9 434
EDF (primes CEE)	37 029	
CAISSE DES DEPOTS	34 300	
<b>TOTAL</b>	<b>754 722</b>	<b>708 150</b>

## Informations relatives au compte de résultat

### État des charges à payer et des produits à recevoir

Charges à payer	Montant	Commentaire
Fournisseurs - Factures non parvenues	114 434	
Personnel - Dettes provisionnées pour congés à payer	446 974	
Organismes sociaux - Autres charges à payer	175 831	
État - Charges à payer	59 790	
<b>TOTAL</b>	<b>797 030</b>	

Produits à recevoir	Montant	Commentaire
Banque - Intérêts courus à recevoir	85 561	
Clients - Factures à établir	613 337	
<b>TOTAL</b>	<b>698 898</b>	



## Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires	Commissaire aux comptes 1	Commissaire aux comptes 2
Afférents à la certification des comptes	8 114	
Afférents aux services autres		
<b>TOTAL</b>	<b>8 114</b>	

## Produits constatés d'avance

La facturation des formations d'apprentissage aux OPCO a été analysée pour respecter le principe d'indépendance des exercices. Celle se rattachant à des périodes postérieures à la date de clôture a été portée en produits constatés d'avance. Elle s'élève au 31/12/2025 à 859 868.34€

Pour les subventions d'exploitation, les versements sont comptabilisés dans un compte de dette au passif. la subvention est constatée dans le résultat à la clôture de l'exercice selon la quote-part d'avancement de l'action. Aucun produit constaté d'avance n'est donc à enregistrer.

## Opérations et engagements envers les organes d'administration de direction ou de surveillance

Rémunération des organes d'administration, de direction et de surveillance

Il est précisé que le président a perçu une rémunération brute annuelle de 24 720€

## Opérations et engagements hors bilan

### Cautions reçues

Garantie	BPBFC	CA	Total
Date de début	15/05/2023	10/06/2023	
Date de fin	19/05/2038	10/05/2038	
emprunt initial	2 800 000€	2 500 000€	5 300 000€
solde emprunt fin d'exercice	2 409 533€	2 150 186€	4 559 719€
Garantie à 50% DIJON METROPOLE	1 204 766€	1 075 093€	2 279 859€

### Caution donnée

Garantie	BPBFC	Total
Date de début	27/05/2021	
Date de fin	27/05/2031	
Emprunt initial	176 000€	
Solde emprunt fin d'exercice	97 840€	
PPD	X	97 840€
Hypothèse de 1er rang	X	97 840€



Informations relatives à l'effectif

Effectif employé pendant l'exercice

Catégorie	Effectif moyen employé pendant l'exercice
Ouvriers	
Employés, techniciens, agents de maîtrise	
Cadres et Ingénieurs	
TOTAL	